Complément à la réunion du 7 mai 1997

Groupe CEC-Académie

Introduction

Ce document vient en complément de la réunion du 7 mai 1997 où a été présentée une première version des propositions de la commission sur l'avenir des docteurs universitaires. Dans une première section, nous apportons quelques compléments et réactions aux propositions. Puis la seconde section présente une version modifiée des propositions.

1 Commentaires et précisions sur les propositions de la commission

1.1 Généralités

Nous souhaitons, comme les autres membres de la commission, que les propositions soient accompagnées d'un argumentaire expliquant leurs motivations et leur articulation.

Nous apprécions que le doctorat soit dès le départ présenté comme une *première expérience professionnelle*. Ce point nous semble essentiel et permet de donner une perspective à l'ensemble des propositions.

Nous souhaitons voir figurer une proposition relative au statut social du doctorant. Ce point n'était pas abordé dans la première mouture des propositions mais nous pensons que l'existence de situations très disparates, dont certaines sont assez dramatiques, est incompatible avec le désir de voir apparaître la formation doctorale comme une première expérience professionnelle. Notre proposition est expliquée en section 1.2.

Concernant les PRAGs, nous suggérons que soit mentionné le problème de la prise en compte de leur activité dans l'enseignement supérieur pour ceux qui seraient réintégrés dans l'enseignement secondaire. L'obtention d'une thèse ainsi qu'une appréciation positive de leurs activités pédagogiques devraient constituer un « plus ». Il n'est toutefois pas de notre ressort ni de notre compétence de discuter des modalités précises de notation des agrégés.

Nous avons également reformulé un peu la proposition : le sens est exactement le même mais cela nous semble plus clair. Il nous semble également important de mentioner dans le rapport final l'importance de la dualité enseignement-recherche dans l'enseignement supérieur afin d'éclairer la proposition 7. Le cas de matières telles l'informatique, qui n'ont pas d'agrégation, mérite une nuance.

La proposition d'une charte des thèses *ratifiée par les différents partenaires* semble satisfaisante. Le terme de « convention doctorale » pourrait convenir : moins contraignant que celui de contrat, il souligne l'existence d'un engagement mutuel qui nous semble crucial.

Il importe bien évidemment de préciser ce sur quoi doit porter une telle charte. Nous suggérons bien sûr de joindre en annexe au rapport de la commission le document *Vers un contrat de thèse* mais aussi la liste des points qui sont listés en section 4 de notre compte-rendu de la réunion du 27 février 1997.

La proposition 10, qui suggérait la création d'un « contingent d'allocations post-doctorales, limité et attribué selon des critères rigoureux » ne nous semble pas souhaitable. En effet, s'il est vrai que quelques secteurs comme la pharmacologie reconnaissent la valeur ajoutée du stage post-doctoral, il apparaît que ce n'est pas le cas en général. Le problème de l'insertion de ces post-docs qui n'intégreraient pas le système académique se pose donc avec acuité. Il nous semble donc préférable de ne pas encourager le développement d'une voie de post-doctorat interne à vocation académique, mais de développer les actions d'insertion dans l'entreprise dès la sortie du doctorat.

En revanche, le système des financements post-doctoraux État-Région-Entreprise (aussi appelés « CIFRE post-doctoraux ») qui vient d'être lancé par le MENESR nous semble plus intéressant. En effet, les jeunes chercheurs qui en bénéficieront seront directement au contact de l'entreprise ce qui multipliera probablement leurs chances d'embauche. Bien entendu, il convient de faire monter ce dispositif en puissance de manière progressive, tout en surveillant attentivement le devenir ultérieur des bénéficiaires.

1.2 Le statut social du doctorant

En ce qui concerne les questions de financement et de statut social du doctorant, nous rappellons que le document *Vers un Contrat de Thèse* en avait souligné l'importance.

Conscients qu'il est difficile d'appliquer les propositions de ce document telles quelles et dans l'immédiat, nous suggérons que soit inséré dans le rapport de l'Académie une proposition visant à donner une protection sociale à deux catégories de doctorants : les doctorants sans financement et ceux qui bénéficient d'un financement ne donnant pas accès au régime général de la sécurité sociale. Plus précisément :

- Les doctorants sans financement devraient pouvoir bénéficier d'un accès à la sécurité sociale étudiante. Dans cet esprit, l'association *Étudiants et Recherche* avait obtenu en 1991 une modification réglementaire qui allait dans ce sens et que nous reproduisons en annexe A. Le cas des doctorants non affiliables au régime général et commençant leur doctorat passé 28 ans, ou le terminant après 30 ans n'est, semble-t-il pas réglé [1].

- Dans le cas des doctorants financés par une simple bourse, ne donnant pas accès au régime général de la Sécurité Sociale, un accès au régime de la sécurité sociale étudiante résoudrait le problème. Mais il nous semble plus pertinent d'envisager la conversion des systèmes de bourses en financements analogues aux allocations MENESR [2], c'est-à-dire donnant accès au régime général de la sécurité sociale.

Ce second point est motivé par le souhait de professionnaliser le doctorat, mais aussi par le problème des retraites. Ce système aurait en effet l'avantage de commencer à faire cotiser à l'assurance vieillesse les doctorants dès leur début de thèse et non pas lors de l'obtention d'un emploi post-doctoral. Commençant à cotiser à 24-25 ans, un doctorant aura donc 40 annuités de cotisations aux alentours de 65 ans (contre 70 s'il ne commençait à cotiser que vers 30 ans). Enfin, la transformation des bourses en allocations donnerait également accès aux indemnités pour perte d'emploi, ce qui va dans le sens d'une vision professionnelle du doctorat.

[1] Le cas d'un allocataire non affilié à la sécurité sociale étudiante avant 28 ans (car bénéficiant du régime général) mais qui aurait besoin d'une protection sociale entre 29 et 30 ans semble se poser aussi.

[2] Sans être des allocations MENESR !

Nous soulignons également le caractère très spécifique de la thèse : c'est en somme un travail *à la tâche* qui est centré sur l'analyse d'une problématique bien définie. Pour cette raison, nous pensons qu'il serait souhaitable de résoudre quelques difficultés rencontrées par les bénéficiaires d'allocations de « type CDD », comme les allocataires MENESR, liées à l'interruption du doctorat pour cause de congé maternité ou longue maladie. Il devrait alors être possible de décaler la fin de contrat, contrairement à ce qui se passe pour un CDD. En effet, il semble dommage de ne pas permettre l'achèvement d'un travail de thèse, qui est une tâche bien délimitée, suite à une interruption de quelques mois pour un congé maternité ou pour un problème de santé.

1.3 Sur la préservation de certaines disciplines

Voici une proposition qui pose le problème en termes que nous espérons clairs, et qui avance une action via les habilitations de DEA et la répartition des allocations de recherche. Il s'agit aussi de nuancer les propositions 1 et 2. Par ailleurs, nous avançons l'idée d'allocations co-financées impliquant, par exemple, des associations caritatives, mais centrées sur des sujets moins médiatiques.

> Il apparaît que dans certains secteurs des Sciences de la Vie et de la Santé, le développement de financements d'origine privée, par exemple associatifs, aboutit à une concentration des moyens sur certaines thématiques très « médiatiques ». Toutefois, d'autres domaines, moins médiatisés sont indispensables au développement de la connaissance et de l'innovation, par exemple via le maintien de compétences et de savoirs utilisés par des domaines faisant l'objet d'une forte demande sociétale. Il convient donc de préserver la capacité d'émergence de nouvelles compétences par le respect d'un équilibre entre spécialités.
>
> Au niveau des formations doctorales, cela peut se faire au moyen d'une politique d'habilitation des DEA et de répartition des allocations de recherche qui tienne compte de ces impératifs. Il est aussi recommandé de créer un contingent d'allocations co-financées, impliquant le monde associatif, et destinées à des sujets utiles pour le développement des activités de recherche encouragées par les associations.
>
> Enfin, il faut souligner que la préservation de ces compétences ne peut se concevoir sans une gestion prévisionnelle sur le long terme des effectifs chercheurs affectés à ces thématiques.

2 Proposition de rédaction des propositions

Nous avons conservé l'ordre des propositions de la commission, mais nous pensons qu'il pourrait être intéressant de les grouper par thèmes.

Proposition 1 Revoir les critères d'habilitation des DEA et les faire évoluer en ouvrant les commissions nationales d'évaluation aux employeurs potentiels :

- EPST et EPIC (1/3)
- Universités (1/3)
- Entreprises et grands services techniques (1/3)

Proposition 2 Afin de maintenir la compétence générale des thésards dans leur champ disciplinaire de formation initiale et de préparer leur insertion dans l'enseignement, la recherche ou les entreprises, ceux-ci bénéficient de formations complémentaires disciplinaires, pédagogiques ou à visée extra-académique, s'étalant pendant la durée de préparation de la thèse. Les Ecoles Doctorales devraient logiquement être le lieu d'accueil de cet enseignement.

À l'issue de la formation doctorale, un document (livret doctoral) est remis au doctorant. Il contient d'une part un descriptif de l'activité de recherche du doctorant accompagné par les rapports scientifiques sur sa thèse, et d'autre part un descriptif des formations complémentaires suivies ; l'ensemble constituant la *formation doctorale*.

Proposition 3 Chaque responsable de DEA puis du laboratoire d'accueil doit informer tout candidat du devenir professionnel des docteurs issus de sa formation (resp. de son laboratoire) et communiquer au doctorant les données nationales correspondantes[3]. L'attention des candidats doit être attirée en particulier sur les conséquences des stages post-doctoraux sur l'insertion professionnelle.

Le nombre d'allocations attribuées par le MENESR doit être déterminé, chaque année, après examen du suivi de l'insertion profesionnelle au niveau des Ecoles Doctorales ou des responsables de DEA.

Proposition 4 L'entrée dans les EPST devrait se faire en tenant compte, dans la diversité des situations relatives à chaque discipline, des années de formation post-doctorale et des années d'activité professionnelle.

Proposition 5 La formation pédagogique doit être accessible aux doctorants qui souhaitent éventuellement se porter candidats à des postes de l'enseignement supérieur.

De plus, les postes de moniteur et d'ATER doivent être publiés synchroniquement dans les différentes universités et être accessibles à tout candidat inscrit dans une formation doctorale, quelle que soit l'université d'inscription et le lieu effectif de préparation de la thèse.

Proposition 6 Les universités sont invitées à établir et à faire connaître des critères de qualifications pédagogiques dont les commissions de recrutement devraient obligatoirement tenir compte.

Proposition 7 Lorsque les professeurs agrégés (PRAGs) assurent un service d'enseignement scientifique en premier cycle ou dans une préparation à un concours de l'enseignement secondaire (CAPES et agrégation) de l'enseignement supérieur, leur charge de service devrait être égale à celle d'un Maître de Conférences. Ils devraient être affectés à un laboratoire universitaire et y conduire des recherches en vue de l'obtention d'une thèse.

Au terme de leur détachement (5 ans), sous réserve d'obtention du doctorat et s'ils le souhaitent, ils peuvent présenter le concours de recrutement des Maîtres de Conférences. En cas de succès, ils sont intégrés dans le corps des Maîtres de Conférences. Dans le cas contraire, ils rejoignent leur corps d'origine, et sont donc réaffectés dans l'enseignement secondaire. Dans ce dernier cas, il conviendrait de prendre en compte leur activité dans l'enseignement supérieur dans leur notation administrative.

3. Par exemple par le biais des rapports de la DGRT sur les études doctorales.

Proposition 8 Concernant la formation doctorale, il est indispensable d'accroitre le nombre d'allocations de recherche co-financées (ex. CIFRE, BDI etc).

Concernant la formation post-doctorale, il est recommandé, pour favoriser le recrutement par les entreprises, que les choix des stages post-doctoraux tiennent compte des stratégies de celles-ci.

Proposition 9 Il est créé une charte des thèses qui constitue un code de bonne conduite entre les acteurs concernés en précisant leurs droits et devoirs respectifs.

Elle associe le doctorant, le directeur de thèse, le directeur de l'unité d'accueil, le directeur de l'Ecole Doctorale lorsqu'elle existe, enfin l'organisme attributaire de l'allocation de recherche. La charte doit être ratifiée par tous les partenaires lors de la première inscription en thèse.

Enfin, lorsqu'il assure partiellement ou totalement le financement de la thèse, tout contrat signé avec une entreprise doit être compatible avec cette charte des thèses.

A La sécurité sociale : le décret de 1991

Arrêté du 28 juin 1991 relatif au recul de la limite d'âge prévu à l'article L.381-4 du code de la Sécurité Sociale, paru au Journal Officiel du 12 juillet 1991 (NOR : SPSS8101538A) :

> « Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, et le ministre des affaires sociales et de l'intégration,
>
> « Vu le code de la sécurité sociale, notamment les articles L. 381-3 et suivants et R. 381-5 et suivants ;
>
> « Vu l'arrêté du 29 décembre 1965 modifié relatif au régime des assurances des étudiants ;
>
> « Vu l'arrêté du 23 novembre 1988 relatif aux études doctorales, notamment son titre III ;
>
> « Vu l'avis émis le 25 juin 1991 par la commission instituée par l'arrêté du 29 décembre 1965,
>
> « Arrêtent :
>
> « Art 1er - Les étudiants inscrits avant l'âge limite prévu à l'article L. 381-4 du code de la sécurité sociale en vue de préparer un doctorat dans les conditions définies par l'arrêté du 23 novembre 1988 bénéficient d'un recul de la limite d'âge d'une durée d'un à quatre ans maximum pour l'admission au régime de la sécurité sociale étudiant.
>
> « Art 2 - Les dispositions de l'article 1er s'appliquent, sans préjudice des articles R. 381-8 et R.381-9 du code de la sécurité sociale sociale, à compter de l'année universitaire 1991-1992. Les étudiants inscrits en doctorat avant la date de publication du présent arrêté bénéficient dans les mêmes conditions du recul de la limite d'âge prévu à l'article 1er.
>
> « Art 3 - Le directeur de la sécurité sociale au ministère des affaires sociales et de l'intégration et le directeur des enseignements supérieurs au ministère de l'éducation

nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République Française. »

Soit concrètement : ne pas avoir plus de 26 ans la première année de sa thèse. Depuis, une modification réglementaire est intervenue et repousse l'âge limite à 28 ans, plus deux ans de prolongation, soit 30 ans pour tous les étudiants[4]. Ceci pose problème dans certains cas, et des doctorants se retrouvent parfois sans couverture sociale, s'ils terminent leur thèse passé 30 ans.

Voici le texte qui annonce l'augmentation de l'âge limite à 28 ans :

« Titre 15 : Sécurité sociale

« Du ministre d'État, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville

« A monsieur de directeur de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des travailleurs salariés

« Objet : recul de l'âge limite pour l'affiliation au régime étudiant de sécurité sociale.

« Afin de tenir compte de l'allongement de la durée des études, le Gouvernement souhaite porter de 26 à 28 ans l'âge limite d'affiliation au régime étudiant de la sécurité sociale. Un décret en Conseil d'Etat modifiera en conséquence les article R. 381-5 et R. 381-10 du Code de la sécurité sociale. Le Conseil d'Administration de votre caisse en est saisi ce jour.

« Cette réforme doit être mise en oeuvre dès l'année universitaire 1994-1995. Compte tenu du fait que des inscriptions universitaires ont débuté depuis le début de ce mois de juillet, je vous saurais gré de bien vouloir prendre les dispositions nécessaires auprès des CPAM sans attendre la publication du texte réglementaire.

« Pour le ministre et par délégation,

« Le Directeur de la sécurité sociale,

« Rollande RUELLAN »

[4]. D'après un dossier d'inscription à l'université de Paris 11, et un autre de l'université de Rennes 1.